



Les « mesures supplémentaires de lutte contre l'antisémitisme » de Trump : Les États-Unis sont devenus un pays à deux vitesses.

Qu'est-il arrivé à la République constitutionnelle où tous sont égaux devant la loi ?

Par [Philip Giraldi](#)

Région : [États-Unis](#)

Mondialisation.ca, 06 avril 2025

[The UNZ Review](#)

J'ai lu récemment [un article](#) de l'historien Eric Zuesse, auteur de «*America's Empire of Evil*», qui commençait ainsi : «*L'une des caractéristiques fondamentales du nazisme (non pas le parti politique allemand, mais son idéologie fondamentale) est le racisme, qui permet à certaines ethnies (ou «races») d'être avantagées par la loi, et à d'autres d'être discriminées par la loi - il est, à la base, CONTRE l'égalité des droits devant la loi*».

Eh bien, j'ai été intrigué par ce qui était condensé dans cette longue phrase en raison des récents développements aux États-Unis et je suis sûr qu'aucun de mes lecteurs réguliers ne sera surpris par mon point de vue selon lequel une grande partie de ce qui a mal tourné aux États-Unis et ailleurs est dû à un Israël raciste et à ses puissants lobbies. Prenons un instant pour examiner certaines initiatives prises par les présidents Joe Biden et Donald Trump que les Américains qui aiment leur pays devraient à juste titre trouver épouvantables, notamment l'autorisation du génocide de l'État juif à Gaza et l'élévation de l'«antisémitisme» au rang de «crime» numéro un que le département de la Justice est prêt à combattre et à poursuivre, jusqu'à l'expulsion des résidents légaux qui osent remettre en question ce qui se passe en Palestine.

Lorsque je parle des États-Unis qui deviennent un pays à deux vitesses, je pense en particulier à la politique étrangère américaine, notamment en ce qui concerne le Moyen-Orient, et aux impératifs opérationnels du département de la Justice et du bureau du procureur général. Et quand je parle de deux poids deux mesures, je suggère qu'il existe des politiques spécifiques qui sont purement le produit de la corruption politique et économique en ce qu'elles ne servent aucun intérêt américain - en effet, je soulignerais à quel point elles sont contraires aux intérêts américains et conçues pour favoriser Israël et les groupes et milliardaires qui composent le lobby israélien au détriment des autres citoyens américains et résidents légaux. Dans la pratique, cela signifie soutenir tout ce que fait l'État d'Israël, aussi atroce soit-il, tout en finançant, en équipant et en couvrant politiquement le massacre de deux à quatre cent mille Palestiniens, voire plus, et la déportation de trois millions d'autres.

Biden et Trump ont donné à Netanyahu le feu vert pour transformer ce qui était autrefois la Palestine en un Eretz (Grand) Israël. Cela implique de voler les maisons et les terres des Palestiniens et d'éradiquer leur culture et leur religion avant de détruire leurs moyens de

subsistance, comme premières étapes du processus néocolonial. Et sur le plan intérieur, nos récents présidents ont fait des juifs américains une espèce protégée, choyée et privilégiée par le gouvernement et les médias au-delà de toute raison, faisant d'eux un groupe spécial qui ne peut être critiqué ou tenu pour responsable quoi qu'il fasse. Peu d'Américains savent que les subventions discrétionnaires du département de la Sécurité intérieure destinées à renforcer la sécurité sont accordées à plus de 90% à des groupes et des sites juifs, pour un montant bien supérieur à 400 millions de dollars, sans compter le financement par les contribuables des musées de l'Holocauste qui se multiplient. Et les récentes mesures visant à supprimer les médias sociaux, notamment TikTok, ont été prises après que des groupes extrémistes juifs tels que l'Anti-Defamation League (ADL) ont commencé à se plaindre de la couverture négative des atrocités commises par Israël, notamment en révélant la corruption de membres du Congrès américain par Israël. En effet, «l'antisémitisme», dont les symptômes incluent délibérément la critique d'Israël, est le seul crime que le département de la Justice est prêt à poursuivre avec un groupe de travail, qui peut être accompagné d'agents des services de renseignement israéliens, actuellement en déplacement dans tout le pays et confrontant les universités à des demandes non négociables de modifier leurs enseignements et de prendre des mesures pour éliminer toute caractérisation négative des juifs ou de l'État juif.

Et que se cache-t-il derrière le déplacement des forces stratégiques américaines pour exercer une «pression maximale» sur l'Iran et peut-être même pour préparer la destruction de ce pays au profit de Benjamin Netanyahu ? Oui, bien sûr, les Perses «menacent» théoriquement Israël, qui possède son propre arsenal nucléaire totalement illégal obtenu par le vol et la tromperie des États-Unis, mais personne au sein du gouvernement américain n'est autorisé à le mentionner. Et personne n'est autorisé à appliquer les lois américaines si elles ont un impact sur Israël, comme la [loi Leahy](#) qui interdit l'assistance militaire à tout pays qui viole les droits de l'homme «en toute impunité». Israël est clairement qualifié pour être sanctionné par cette norme, mais aucune administration américaine n'a osé appliquer la loi de peur que le puissant lobby israélien ne riposte.

Le professeur Jeffrey Sachs de l'université de Columbia a décrit l'actuel régime de Donald Trump comme une «administration Israël d'abord» remplie de sionistes à tous les niveaux. La secrétaire de presse du département d'État, Tammy Bruce, a déjà déclaré que «*quiconque essaie de toucher à Israël finira en enfer*». Il est intéressant de noter que la plupart des observateurs indépendants s'accordent à dire qu'Israël est tout-puissant à Washington, même s'ils limitent probablement cette influence à la politique étrangère au Moyen-Orient, mais ce n'est pas nécessairement le cas. Netanyahu dit exactement à Trump ce qu'il doit faire et Pete Heghseth est déjà un «fanatique de l'enlèvement» américain, une sorte de chrétien présumé, ce qui signifie qu'il est sioniste à 100%. Sa première déclaration après avoir été choisi par Trump pour le poste de secrétaire à la Défense a été qu'il allait éliminer «l'antisémitisme» de l'armée. Apparemment, Pete n'a jamais remarqué, pendant toute la durée de son service actif, le peu de juifs qui finissent dans l'armée, car ils préfèrent que les Américains non juifs se sacrifient à leur place. Au-delà de cela, pendant toute la vie de Pete aux États-Unis, il n'y a pas eu d'«antisémitisme» jusqu'à récemment en réponse au génocide très visible dans la bande de Gaza. Selon certaines estimations, 22 000 enfants ont été tués. Pendant ce temps, certains rabbins en Israël prêchent la supériorité juive, que les non-juifs sont des sous-hommes, méritant d'être tués ou réduits en esclavage.

En dépit de ces points de vue ouvertement exprimés par de hauts représentants du

gouvernement israélien, l'un des principaux objectifs de la nouvelle administration Trump est de protéger Israël et les juifs dans toutes leurs diverses manifestations, et il n'y a absolument aucun mandat pour protéger les Palestiniens ou les Américains ordinaires qui sont victimes des violentes contre-attaques contre les camps de la paix organisées par des juifs locaux et, selon certaines informations, notamment par des vétérans de l'armée israélienne. Des Israéliens violents ont-ils été arrêtés ou expulsés ? Non ? Apparemment, le «système judiciaire» américain se concentre sur le service d'Israël au détriment de la protection de la liberté d'expression et d'association garantie par la Constitution américaine.

Et que fait le département de la «Justice» (sic) à propos des organisations juives haineuses telles que Betar US et Canary Mission qui aident l'administration Trump à rassembler les «antisémites, terroristes et anti-américains» présumés qui s'avèrent être pour la plupart des personnes qui ne sont que contre le génocide. Ces groupes extrémistes pro-israéliens ont une histoire de soutien au terrorisme et au nettoyage ethnique et ils travaillent maintenant en étroite collaboration avec l'administration Trump, préparant des listes et des dossiers de milliers de partisans de la Palestine qu'elle veut voir expulsés des États-Unis.

Betar US [se décrit](#) comme un mouvement «bruyant, fier, agressif et sioniste sans complexe», «voué à la défense de la légitimité d'Israël et au renforcement du lien juif avec la terre d'Israël». Cela [consiste notamment à](#) «agir là où d'autres ne le font pas». Son directeur exécutif, Ross Glick, a par exemple rencontré de hauts responsables gouvernementaux sous Biden et Trump et s'est attribué le mérite de l'arrestation et de la détention de Mahmoud Khalil, l'un des leaders des [manifestations anti-Israël](#) qui ont eu lieu à l'université de Columbia l'année dernière. Parmi les députés qui ont rencontré les dirigeants du Betar US figurent le sénateur démocrate John Fetterman et les collaborateurs des sénateurs républicains Ted Cruz et James Lankford, dans le cadre de discussions visant à débarrasser le pays de milliers de «partisans du terrorisme».

Donald Trump a également été informé de la question et a signé un [décret exécutif](#) intitulé «Mesures supplémentaires pour lutter contre l'antisémitisme» qui promet «l'expulsion des résidents étrangers qui enfreignent nos lois», de «réprimer le vandalisme et l'intimidation pro-Hamas» et «d'enquêter et de punir le racisme antijuif dans les collèges et universités gauchistes et anti-américains». Il [a ensuite écrit](#) sur Truth Social : «Nous savons qu'il y a d'autres étudiants à Columbia et dans d'autres universités du pays qui se sont engagés dans des activités pro-terroristes, antisémites et anti-américaines, et l'administration Trump ne le tolérera pas».

On pourrait se demander «Qu'est-ce que le Betar pourrait faire qui intéresserait le département de la Justice ?» Eh bien, [voici](#) : fin mars, Betar aurait même organisé une tentative d'assassinat contre Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens occupés et l'une des principales détractrices du comportement d'Israël. «Rejoignez-nous pour donner à Francesca un [emoji de bipeur] à Londres mardi», a-t-il publié en ligne, faisant référence à l'[attaque au bipeur de septembre](#) au Liban menée par l'armée israélienne qui a tué des dizaines de personnes et en a blessé des milliers d'autres. Le meurtre par bipeur a été largement condamné comme un acte de terrorisme international. En outre, le Betar menace régulièrement de recourir à la violence contre les rassemblements de protestation contre les crimes israéliens. Lors d'un tel événement à l'UCLA, le Betar a publiquement déclaré : «Nous exigeons que la police retire ces voyous maintenant et si elle ne le fait pas, nous serons obligés d'organiser des groupes de juifs pour le faire». Le Betar a officiellement adopté le slogan d'extrême droite «Chaque juif, un .22».

Et il y a plus du côté sioniste, sans aucune réaction du département de la Justice. Le 24 mars, un groupe basé [en Israël et principalement financé par les États-Unis](#), appelé [Canary Mission](#), a publié une nouvelle rubrique sur son site web, «Uncovering Foreign Nationals», dans le cadre de sa mission visant à identifier ceux qui nourrissent «*la haine des États-Unis, d'Israël et des juifs sur les campus universitaires nord-américains*». L'article énumérait les noms de sept étudiants et enseignants, dont trois professeurs actuels et anciens de l'université de Columbia, qui font partie des milliers de personnes dont les photos ont été publiées sur le site web de Canary depuis sa création il y a dix ans - tous sont accusés d'activisme anti-israélien.

Le secrétaire d'État Marco Rubio se vante de la façon dont les voyous de son service de l'immigration et des douanes (ICE) ont arrêté et annulé les visas de plus de 300 étudiants étrangers qui ont participé à des manifestations ou qui se sont simplement exprimés ou ont écrit des lettres de soutien aux Palestiniens. L'ICE chercherait également à identifier d'autres «auteurs de troubles» sur les réseaux sociaux. Ce n'est pas ainsi que l'État de droit est censé fonctionner, d'autant plus que les partisans de la Palestine n'ont pas été entendus, comme la loi l'exige, avant d'être arrêtés, privés de leurs droits et préparés à l'expulsion. Il est clair que les Israéliens et les juifs occupent le premier rang dans le calcul du gouvernement américain, le reste d'entre nous se situant quelque part en dessous, une formule qui rappelle les États policiers de toute l'histoire.

Personne ne devrait être surpris de ce qu'Israël est autorisé à faire vis-à-vis des États-Unis, car le Premier ministre Benjamin Netanyahu croit, peut-être à juste titre, qu'il possède le Congrès et la Maison-Blanche. Aux yeux de l'administration Trump, tout comme de celle de Joe Biden qui l'a précédée, Israël est par définition toujours irréprochable et au-dessus de tout soupçon, même si notre système de contrôle et d'équilibre et l'État de droit sont mis à mal en raison de la relation parasitaire d'Israël avec son hôte et victime, les États-Unis. Comme c'est souvent le cas, la journaliste australienne Caitlin Johnstone [met le doigt sur le côté obscur](#) de la dernière atrocité telle que décrite par la porte-parole du département d'État, Tammy Bruce. Selon Johnstone, «*Il est clair que [Bruce] a reçu pour instruction de répondre à toutes les questions sur les atrocités israéliennes à Gaza en rejetant la faute sur le Hamas, sans même faire semblant de se soucier de la véracité des allégations*». Pour rappel, Israël vient d'être pris en flagrant délit de perpétration d'une atrocité si monstrueuse et si abondamment prouvée que même la presse occidentale dominante s'est sentie obligée d'en rendre compte. Des médias tels que [The Guardian](#) et [la BBC](#) relatent l'histoire de 15 travailleurs médicaux de la Croix-Rouge, de la défense civile et de l'ONU qui auraient été menottés et exécutés un par un par les forces israéliennes à Rafah avant d'être enterrés dans une fosse commune. Selon le porte-parole de la Défense civile palestinienne, Mahmoud Basal, on leur a [tiré dessus plus de 20 fois](#).

C'est difficile à croire, mais au vu des dix premières semaines au pouvoir, l'administration Trump a en fait aggravé la situation des Américains par rapport à Biden en raison des menaces continues d'occuper d'autres pays, d'imposer de [lourds droits de douane](#) sur les marchandises importées et de punir des pays comme la Russie et l'Iran s'ils n'acceptent pas les conditions fixées par le nouveau président. Comme Trump et ses conseillers ont une chose en commun au-delà de leur sionisme, à savoir leur ignorance totale sur la plupart des sujets, comme l'a révélé la récente conversation sur Signal, il est difficile d'imaginer comment éviter le déclin et la chute américains qui se profilent clairement.

Philip Giraldi

Article original en anglais :



[Trump's "Additional Measures to Combat Antisemitism": The U.S. Has Become a Two-Tier Country.](#) le 3 avril 2025.

Cet article en anglais a été publié initialement sur le site [The Unz Review](#)

Traduction : [Réseau international](#)

La source originale de cet article est [The UNZ Review](#)

Copyright © [Philip Girdali](#), [The UNZ Review](#), 2025

Articles Par : **[Philip Girdali](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca